

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 2 (F)

19–20 septembre 2006

Allocution prononcée par M. **RODRIGO DE RATO Y FIGAREDO**,
Président du Conseil d'administration et Directeur général
du Fonds monétaire international,
devant le Conseil des gouverneurs du FMI,
en séance plénière

**Allocution de M. Rodrigo de Rato,
Président du Conseil d'administration et Directeur général
du Fonds monétaire international
devant le Conseil des gouverneurs du FMI**

19 septembre 2006

1. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, soyez les bienvenus à cette Assemblée annuelle. Avant d'aller plus loin dans ce discours, laissez-moi vous annoncer que le Conseil des gouverneurs a conclu, la nuit dernière, le processus de vote sur la réforme des quotes-parts et de la représentation au Fonds monétaire international. Ce matin, c'est avec grand plaisir que je vous annonce que les gouverneurs se sont prononcés à une majorité écrasante en faveur des réformes.

2. Ces réformes sont la première étape d'un processus qui assurera à de nombreux pays émergents une meilleure représentation, afin de tenir compte de leur poids accru dans l'économie mondiale. Dès à présent, elles auront pour effet d'augmenter les voix attribuées à quatre pays — la Chine, la Corée, le Mexique et la Turquie — qui sont à l'évidence les plus sous-représentés. D'autre part, et c'est tout aussi important, les gouverneurs sont convenus que nous

devons renforcer la représentation des pays à faible revenu qui continuent à emprunter au FMI mais n'ont qu'un pourcentage limité des droits de vote.

3. Ces réformes de la gouvernance sont d'une importance primordiale pour l'avenir de notre institution. Elles nous rendront plus efficaces et donneront une légitimité accrue à toutes les autres réformes que nous mettons en œuvre. Leur adoption rend hommage au travail accompli par nos services et par le Conseil, mais aussi à la vision dont vous avez fait preuve en reconnaissant qu'il est dans l'intérêt de chacun de nos pays de préparer le FMI à faire face à l'avenir. Nous mettons en œuvre, dans les deux ans qui viennent, l'ensemble des mesures qui ont été convenues. Il y a beaucoup à faire, mais ce vote augure bien de l'avenir. Il montre que l'esprit de coopération internationale est bien vivant au FMI. Permettez-moi, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, de vous en remercier.

4. Après cette excellente nouvelle, je voudrais remercier Monsieur le Premier ministre Lee Hsien Loong et les autorités de Singapour, qui sont nos hôtes cette année. Merci également à la population de Singapour, qui nous accueille dans sa grande et belle cité. La réussite de votre pays montre les retombées bénéfiques que l'on peut attendre de politiques économiques avisées, de l'ouverture au commerce international et de l'épanouissement du secteur

privé. Elle est symbolique des performances de l'Asie au cours des trente dernières années.

5. La dernière fois que nous avons tenu notre Assemblée annuelle en Asie, nous étions en 1997 et une crise économique menaçait la région. La confiance de la communauté internationale dans l'Asie a été ébranlée, et les pertes ont été lourdes pour les économies — et pour les populations. Le FMI s'est tenu résolument aux côtés des pays de la région tandis qu'ils s'efforçaient de surmonter cette crise. Ils y sont parvenus, et l'Asie est sortie plus forte de cette épreuve. Elle est aujourd'hui la région la plus dynamique du monde. Le FMI restera présent en Asie. Il aidera la région à maintenir son rythme de croissance soutenu en s'intégrant davantage à l'économie mondiale et en poursuivant l'intégration de ses marchés financiers. Tous les problèmes n'ont pas été réglés, certes, notamment en ce qui concerne le relèvement du niveau de vie des plus démunis. N'oublions pas, en effet, que 20 % de la population asiatique vit encore en situation d'extrême pauvreté. Mais il est indéniable que la reprise de l'économie asiatique a été impressionnante et que ses perspectives sont brillantes. La confiance de la communauté internationale dans la région s'est à nouveau raffermie. L'an passé, l'investissement direct étranger en Asie du Sud-

Est a atteint 38 milliards de dollars, dépassant les niveaux enregistrés avant la crise.

Économie mondiale : les perspectives et les enjeux

6. Monsieur le Président, nous nous trouvons à un moment clé : il y a aujourd'hui une chance à saisir, pour l'Asie comme pour la communauté internationale. Le monde traverse en effet une période d'expansion rapide et de faible inflation sans précédent depuis les années 60. La croissance mondiale, étayée par les progrès persistants de la productivité à travers le monde, conserve cette année un rythme soutenu malgré des taux d'intérêt en hausse et des prix pétroliers toujours élevés. L'année 2007 s'annonce comme une autre année d'expansion solide et largement partagée. Aux États-Unis, la vitesse de l'expansion semble s'être modérée. Mais la croissance en Europe et au Japon soutiendra la demande mondiale, les économies de la Chine et de l'Inde continueront de se développer à un rythme accéléré, et les perspectives de croissance sont bonnes dans beaucoup d'autres pays — y compris parmi les plus pauvres.

7. Cependant, le cycle de croissance mondiale est peut-être proche de son apogée. L'offre de main-d'œuvre instruite et qualifiée est tendue, et il est

possible que la marge de progression de la productivité commence à se réduire.

Notre meilleure chance de continuer à connaître une croissance élevée réside dans la poursuite de l'essor du commerce mondial. Si cet essor ne se poursuit pas, l'avenir s'annonce moins encourageant. Concrètement, trois risques évidents pèsent, à mon sens, sur les perspectives de l'économie mondiale.

Premièrement, les prix pétroliers élevés pourraient accélérer encore l'inflation.

Deuxièmement, on peut toujours craindre que la correction des déséquilibres extérieurs courants mondiaux se fasse de façon désordonnée. Troisièmement,

enfin, il existe un risque de plus en plus grand de voir la tentation

protectionniste l'emporter sur le bon sens. Si c'était le cas, tous les autres risques deviendraient plus menaçants.

8. Le premier risque est donc que les prix pétroliers restent élevés. Jusqu'à présent, le monde a vécu avec des prix pétroliers élevés sans que cela cause de trop grands problèmes. Mais des difficultés pourraient se faire jour si l'offre reste tendue. D'une manière générale, les pays producteurs et les pays consommateurs de pétrole ont réagi jusqu'ici de façon intelligente. Par exemple, les pays du Conseil de coopération du Golfe ont augmenté les investissements prévus pour accroître la production de pétrole et de gaz et les capacités de raffinage. Et des pays comme l'Indonésie et l'Égypte ont réduit les subventions

aux consommateurs pour les remplacer par des dépenses sociales ciblées. Mais nous ne sommes pas tirés d'affaire pour autant. Nous avons besoin d'encore plus d'investissements et d'économies d'énergie. Et il est important d'éviter les erreurs. Les tentatives faites par les gouvernements des pays producteurs pour dégager des gains à court terme en s'assurant une plus grande part des recettes pétrolières et gazières se retourneront contre eux si elles ont pour résultat de réduire l'efficacité économique et de diminuer l'investissement. J'invite donc instamment les gouvernements à bien réfléchir à ce qu'ils peuvent faire pour que leurs ressources pétrolières et gazières profitent le mieux à leurs populations, dans une perspective à moyen terme.

9. Le second risque qui pèse sur les perspectives économiques est celui d'une correction désordonnée des déséquilibres mondiaux. Les déséquilibres extérieurs courants entre les États-Unis et les autres grandes économies ne sont pas supportables durablement. J'ajoute qu'ils créent d'autres déséquilibres économiques et sociaux. Tout le monde est d'accord sur ce qu'il faudrait faire pour réduire ces déséquilibres de façon ordonnée. Dans l'intérêt de leur propre économie, mais aussi du monde en général, les États-Unis devraient profiter de leurs bons résultats économiques pour réduire durablement le déficit structurel de leurs finances publiques. Dans l'intérêt de leur propre croissance, mais aussi,

plus largement, de l'expansion mondiale, l'Europe et le Japon devraient engager de nouvelles réformes structurelles — en particulier une réforme des marchés des produits — et se préparer à l'impact du vieillissement démographique sur leurs budgets. Et dans l'intérêt de sa propre stabilité économique aussi bien que dans celui du monde dans son ensemble, la Chine devrait renforcer son secteur financier, stimuler la demande intérieure et mettre à profit le système de taux de change flexible dont elle s'est doté il y a un an.

10. Le troisième risque que je voudrais évoquer est celui du protectionnisme. La suspension du cycle de négociations commerciales de Doha est à la fois très décevante et très préjudiciable. Elle retarde la conclusion d'un accord qui aurait permis au monde de connaître une plus grande prospérité et une plus forte croissance, et elle favorise une tendance grandissante à se replier au mieux sur le bilatéralisme, au pire sur le protectionnisme. Les enjeux sont beaucoup trop grands pour accepter l'échec. Permettez-moi donc de saisir cette occasion pour appeler les membres du Groupe des Sept et les principales économies de marché émergentes à intervenir au plus vite pour préserver l'acquis des négociations et remettre le processus de négociation de Doha sur ses rails. De deux choses l'une : sur cette question du commerce, le monde ira de l'avant pour connaître une croissance plus forte et multiplier ses chances, ou il fera

marche arrière pour se replier sur un nationalisme étroit. Ne nous faisons pas d'illusions : il n'y a pas de solution intermédiaire dont nous pourrions nous accommoder.

Mondialisation et coopération internationale

11. La bonne tenue récente de l'économie mondiale est due en grande partie aux gains tirés du libre-échange des biens et des services. Appuyée par la mondialisation des investissements, la spécialisation fondée sur les forces du marché a dopé la productivité, rehaussé les niveaux de vie dans le monde entier et sorti des millions de personnes de la pauvreté. À mesure que ce processus se déroulait, la situation de nombreux pays émergents, en particulier ici en Asie, a évolué de façon radicale — et pour le mieux! Certains sont devenus des sources majeures de la demande et de l'offre dans l'économie mondiale. Ces changements ont été rendus possibles non seulement par les nouvelles technologies, mais aussi par un recours accru aux forces du marché et par le cadre mis en place par les gouvernements et les banques centrales pour gérer davantage les économies dans une optique de moyen terme.

12. Mais si nous souhaitons continuer de récolter ces bénéfices, nous devons relever les défis de la mondialisation. Nous devons œuvrer ensemble pour réduire les risques qui découlent des déséquilibres des paiements élevés et persistants. Nous devons œuvrer ensemble pour réduire les risques de crises du compte de capital. Et, comme le Président Bernanke l'a souligné, nous devons œuvrer ensemble pour veiller à ce que les bénéfices de l'intégration économique mondiale soient plus largement partagés, en particulier avec les populations des pays à faible revenu.

La signification de la réforme du FMI

13. Le FMI est déterminé à aider ses pays membres à relever ces défis. C'est cette vision qui est au cœur de notre stratégie à moyen terme. Au cours de l'année écoulée, nous avons engagé un vaste processus de réforme afin de mieux répondre aux besoins de tous les pays membres. J'ai déjà parlé des progrès accomplis dans la réforme des quotes-parts et de la représentation. Je voudrais évoquer maintenant deux autres domaines : la réforme de la surveillance et le renforcement de la prévention des crises, en particulier dans les pays émergents.

14. Tout d'abord, la surveillance. Ces activités — surveiller l'économie mondiale, conseiller les pays membres sur leur économie et évaluer leur politique économique — constituent peut-être le plus précieux des services fournis par le FMI. Pour améliorer ce service, nous nous intéressons de plus près aux taux de change et nous intensifions nos travaux sur les marchés de capitaux et les marchés financiers. L'un des enseignements que nous avons tous tirés de la crise asiatique est que de mauvaises surprises dans le secteur financier peuvent conduire à de plus mauvaises surprises encore dans l'économie réelle. Une surveillance efficace du secteur financier est essentielle pour éviter de telles surprises à l'avenir.

15. La mise en place d'un nouvel outil, les consultations multilatérales, est un autre pas important vers une meilleure surveillance. La première de ces consultations porte sur les moyens de corriger les déséquilibres des transactions courantes tout en maintenant une croissance vigoureuse à l'échelle mondiale. La consultation a débuté, et nous progressons. J'espère qu'elle conduira à une conception commune des politiques à mener pour produire des actions simultanées dans plusieurs pays et du rôle que le FMI peut jouer, en tant que lieu de dialogue, pour concrétiser cette vision commune.

16. La prévention des crises, en particulier dans les pays émergents, est un deuxième volet important dans notre programme de réforme. Aujourd'hui, les marchés financiers se portent bien, mais les crises financières n'ont pas disparu à jamais. Il faut s'y préparer dès maintenant. La meilleure défense contre une crise financière ou économique consiste à appliquer une bonne politique économique chez soi. Les pays émergents, dans le monde entier — en Europe de l'Est, en Amérique latine et ici en Asie —, le savent parfaitement. Un grand nombre d'entre eux se sont employés à réduire leur vulnérabilité. Certains pourraient faire plus — en réduisant leur dette publique, en consolidant leur système financier et en assouplissant le fonctionnement de leur économie. La communauté internationale, par l'intermédiaire du FMI, devrait aussi se préparer. Nous devrions nous demander si nous avons besoin de nouveaux instruments pour assurer que l'aide financière que nous fournissons est suffisamment prévisible, souple et substantielle pour nous permettre de relever les défis auxquels nos pays membres pourraient être confrontés. Avec vous, nous nous pencherons sur cette importante question dans les mois qui viennent.

17. Je voudrais maintenant dire quelques mots sur la situation des pays à faible revenu. Beaucoup d'entre eux progressent : la croissance de ces deux dernières années en Afrique est la plus élevée depuis une décennie et l'inflation

moyenne est la plus faible depuis un quart de siècle. Pourtant, nombre de pays à faible revenu ne sont pas encore intégrés dans l'économie mondiale. Or, leur prospérité future en dépend. Il suffit de regarder les conditions dans lesquelles vit une grande partie de la population de ces pays pour constater qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.

18. Le FMI est résolu à aider les pays à faible revenu à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous serons d'autant plus efficaces que nous nous concentrerons sur nos domaines de compétence et sur les tâches pour lesquelles notre contribution peut être la plus grande. Et nous travaillerons en partenariat avec la Banque mondiale et les autres organismes de développement.

19. Le FMI et la Banque mondiale ont pris une mesure importante l'année dernière en mettant en œuvre l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale. Dans le cas du FMI, cette initiative s'est traduite par l'effacement de la dette de 22 pays pauvres envers l'institution. Il nous faut maintenant aider les pays membres à tirer parti de cet allégement plus important de leur dette et de l'augmentation de l'aide. Il est primordial d'éviter le retour du surendettement. J'estime que les créanciers et les emprunteurs ont non seulement une

responsabilité partagée, mais aussi un intérêt commun, à cet égard. Le FMI peut aider à la fois les créanciers et les débiteurs en évaluant la viabilité de la dette. Mais, pour que nos évaluations soient le plus utiles possible, il faut que tous les créanciers donnent des informations sur leurs prêts et les communiquent au FMI et à la Banque mondiale. Je les engage donc à le faire. Dans ce domaine, nous ne pouvons pas laisser l'histoire se répéter.

20. De leur côté, les pays à faible revenu doivent continuer à conduire des politiques économiques et à appliquer des réformes structurelles avisées. Après avoir promis d'accroître leur aide, les bailleurs de fonds doivent passer aux actes et faire en sorte qu'elle soit plus prévisible et moins soumise à des conditions multiples.

Conclusion : Une chance à saisir

21. Permettez-moi, avant de conclure, d'adresser quelques mots de remerciement aux services du FMI pour le travail extraordinaire qu'ils ont accompli au cours de cette année particulièrement chargée, pour leur dévouement et pour leur soutien aux changements qui renforceront le FMI, et à

l'intention de mes collègues de la direction, John Lipsky, Agustín Carstens et Takatoshi Kato, pour l'appui et l'aide qu'ils m'ont apportés. Merci aussi, tout spécialement, à Anne Krueger, qui a quitté le FMI après avoir été pendant cinq ans Première Directrice générale adjointe. Et merci également à Paul Wolfowitz pour l'impulsion qu'il a su donner à la Banque mondiale, pour son amitié et pour les précieux conseils qu'il nous a prodigués cette année. Enfin, je remercie tous ceux qui ont participé à l'organisation de ces réunions, et en particulier les autorités et la population de Singapour.

22. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, j'ai dit tout à l'heure qu'il y avait aujourd'hui une chance à saisir. Les citoyens du monde voient s'ouvrir devant eux la possibilité de bénéficier d'une nouvelle période de croissance. Il s'agit de savoir si nous — la communauté internationale — sommes prêts à unir nos efforts pour saisir cette chance. Nous devons réaffirmer notre attachement au multilatéralisme pour trouver des solutions communes à nos problèmes communs. Le vote qui vient d'avoir lieu ici, à Singapour, sur la réforme des quotes-parts et de la représentation des pays au FMI, doit être une source d'inspiration pour chacun de nous. Il prouve que vous soutenez le FMI et que vous approuvez les changements qui s'imposent pour aider les pays membres à relever les défis

auxquels ils sont confrontés. Pour conduire ce changement, nous avons un programme de travail bien défini. Nous avons la volonté de changer. Et nous avons le soutien de nos membres. Monsieur le Président, nous sommes prêts à saisir cette chance.

23. Je vous remercie.